



Déclaration liminaire, CDAS du 6 mars 2023

Laon, le 6 mars 2023

Madame la présidente,

Le CDAS est à votre initiative, invité à se réunir ce jour dans un contexte particulier. En effet, ce lundi 6 mars marque le début d'une semaine de mobilisations fortes à l'appel de l'ensemble des syndicats représentatifs. Cette intersyndicale a appelé, pour cette semaine, à la neutralisation des instances et du dialogue social.

La CGT Finances Publiques de l'Aisne s'inscrit dans cette démarche d'appel à neutralisation, mais au regard des circonstances nationales et locales, elle fait le choix ce jour, de ne pas se limiter à un appel à neutralisation, mais de boycotter l'instance.

En effet, sur le plan national et au delà des murs de notre ministère, le dialogue sociale de notre nation est aujourd'hui inexistant. L'opposition quasi unanime des actifs à la réforme des retraites que l'exécutif cherche à imposer apparaît comme l'expression exacerbée du mépris envers les citoyens, les travailleurs des secteurs public et privé et de leurs représentants que nous sommes, nous syndicats.

Si l'instance que vous convoquez aujourd'hui est sans doute l'un des derniers lieux où le dialogue et la gestion paritaire sont encore respectés, la baisse des moyens financiers et humains, illustrée par l'absence encore à ce jour de délégué départemental, conduisent à nous inquiéter plus que jamais sur l'avenir de l'action sociale dans notre ministère.

Nous constatons ici aussi, que des logiques comptables de « rationalisation », d'économies dégradent les conditions de travail, de vie et la santé de chacun. Demander aux français de travailler plus longtemps, dans des conditions dégradées, avec une action sociale négligée, voilà donc l'État pour lequel nous travaillons.

Aussi, pour affirmer notre opposition à la réforme des retraites, pour renouveler notre désir de voir enfin une action sociale ambitieuse, dotée des moyens nécessaires, enfin pour rappeler qu'une nation ne se dirige pas contre la volonté de son peuple, la CGT ne siègera pas aujourd'hui.

La CGT Finances Publiques de l'Aisne